

**Directeur : Jacques Fauvet**

**5, RUE DES ITALIENS**  
**75437 PARIS - CEDEX 09**  
**C.C.P. 4307-23 Paris**  
**Télex Paris n° 636572**  
**Tél : 246-72-23**

en écartant les héros traditionnels : Matisse, Picasso, de considérer d'autres comportements et de s'attacher à des résultats à caractère conceptuel autant que plastique.

Par le nombre et le détail des « pièces », l'exposition est plus complète et variée que celle d'il y a dix ans, au musée de l'avenue Wilson ; mais surtout le ton, l'esprit, sont différents. En 1967 à Paris, comme l'année précédente à Londres, Duchamp apparaissait comme un parfait et brillant « excentrique ». A Beaubourg, il est traité avec le respect que l'on porte aux classiques, respect qui est de rigueur aux États-Unis depuis vingt ans. L'écart frappera d'autant plus que les discours explicatifs, les glosses et les publications, ont pris entre-temps une ampleur incroyable. Pour cheminer à travers les forêts d'exégèse de la « Duchamp-Forschung », un nouveau style de présentation a été nécessaire. Les modalités du travail bourgeois se trouvent ainsi explicitées.

(Lire page 13  
l'article d'ANDRÉ CHASTEL.)











## AFRIQUE

### Maroc

## Le substitut général a prononcé un sévère réquisitoire contre les « frontistes » jugés à Casablanca

Casablanca. — Le substitut général, M. Said Yacini, devait terminer, ce mercredi 2 février, son réquisitoire dans l'affaire des « frontistes » que la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca examine depuis un mois (1). Cinq jours d'audience, coupés par deux pauses brèves, n'ont pas suffi pour formuler les charges

et demander les peines à l'encontre des cent soixante-seize accusés, dont trente-neuf sont jugés par contumace. Les cas de deux autres, M. Mohamed Kerfati et Mme Pierre Di Maggio, a été disjoint par décision de la chambre criminelle, ainsi que l'a précisé le président Afazaz avant de donner la parole à M. Yacini (2).

#### De notre correspondant

Outre les magistrats et le service d'ordre, le substitut général a pour auditoire des avocats, des journalistes et un public composé, dans sa quasi-totalité, par des parents ou des amis des accusés. Mais ces derniers sont absents. Expulsés du prétoire le 18 janvier, à la suite d'une manifestation collective, ils poursuivent leur grève de la faim, et, malgré une requête de la défense, n'ont pu reprendre place à leur banc pour entendre le réquisitoire.

Dans celui-ci, M. Yacini a rappelé que le Maroc — comme le dit sa Constitution — est un Etat musulman et que l'islam est la religion de cet Etat, dont le roi, commandeur des croyants, garantit la pérennité et la continuité. Selon la thèse soutenue, les accusés sont donc des criminels d'autant plus répréhensibles que leur action était dirigée contre les fondements du royaume et ses institutions. A plusieurs reprises, le substitut général a fait état du marxisme-léninisme ; mais il n'en a pas fait, du moins mardi, le procès. Cette doctrine, il est vrai, avait déjà été condamnée en 1960, quand la Cour d'appel de Rabat prononça la dissolution du parti communiste marocain, et en 1975, quand, dans cette même salle d'audience, un autre représentant du ministère public dénonça le marxisme-léninisme comme l'« ennemi de la civilisation marocaine et de la religion musulmane » en requérant contre un groupe d'accusés dont l'appartenance idéologique était la même que celle des « frontistes » jugés aujourd'hui.

Aucun des partis de l'opposition (légal), Union nationale des forces populaires, Union socialiste des forces populaires, Parti du progrès et du socialisme ne reconnaît les « frontistes » parmi les siens, et ceux-ci tiennent aussi à se démarquer de ces formations. Pour eux, a dit le substitut général, M. Ali Yara est un traître. » (3).

Le réquisitoire a fait l'histoire de leur mouvement, lequel est en fait celui de trois groupes : l'Illal Amam (En avant), le « Groupe du 23 mars » (4) et Al Moutakallim (le Rassemblement). Ils devaient constituer un « front révolutionnaire populaire ». Chacun s'est prononcé contre la politique nationale qui rallie l'unité des partis en vue d'étendre la souveraineté marocaine au Sahara occidental, et pour l'autodétermination du Sahara.

Toutefois le ministère public a apporté cette atténuation : « Le Mouvement du 23 mars », a-t-il

#### Qu'il les défendra ?

Quand, après un exposé général des buts des « frontistes », M. Said Yacini en vint au cas de chaque accusé (il a pu, le 1<sup>er</sup> février, en « traiter » quatre-vingt-deux sur cent soixante-seize), c'est sur celui de M. Serfaty qu'il a été le plus longuement étendu. L'accusé, qui appartient à la direction collégiale d'Ilal Amam (ce qu'il ne nie pas) a été présenté comme un théoricien et un stratège pour qui la « libération des masses du joug de l'impérialisme passe (au Maroc) par la libération du régime, laquelle nécessite une formation des cadres militaires responsables pour la lutte armée ». Si ces projets n'ont pas abouti, c'est, dit le substitut général, parce que des arrestations ont permis de stopper à temps le processus qui s'engageait. D'où l'inculpation d'« attentat » avec le but de chan-

#### Qu'il les défendra ?

ger le régime et de faire prendre les armes contre l'autorité royale, et de « complot » pour parvenir à ces fins. Tous les accusés sont poursuivis sous ces qualifications. Ils risquent au maximum la réclusion perpétuelle. De même, le délit de constitution d'association illicite a été retenu à leur encontre. Qui les défendra ? Quarante-six ont écrit au bâtonnier de Casablanca pour signifier leur volonté de n'être pas défendus par les avocats qu'ils ont choisis, ou qui ont été désignés d'office car, estimant-ils, toute défense est inutile étant donnée la façon irrégulière et contestable, à leurs yeux, dont le procès a été conduit.

#### LOUIS GRAVIER.

- (1) Le Monde des 5, 6, 14, 15 et 20 janvier.
- (2) M. Mohamed Kerfati fut le premier accusé entendu par la chambre criminelle. Il a manifesté par la suite des troubles mentaux qui ont nécessité son hospitalisation. Mme Di Maggio, en liberté provisoire depuis décembre, n'a pas pu prendre place parmi les accusés en raison de son état de santé.
- (3) Secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme (communiste).
- (4) Date à laquelle, en 1955, une émeute, limitée à certains quartiers, eut lieu à Casablanca.

## LE RAPPORT DE L'OBSERVATEUR DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JURISTES DÉMOCRATES.

Mandaté par l'Association internationale des juristes démocrates pour suivre le procès de Casablanca, M. Yves Sautourol, du barreau de Paris, a rédigé un long rapport dans lequel, après avoir rappelé les chefs d'accusation, il écrit :

« Concrètement, il est essentiellement reproché aux accusés : d'avoir appartenu à un mouvement « clandestin » ; d'avoir disposé d'un matériel d'imprimerie ; d'avoir été auteurs de tracts dont l'objet était de propager la doctrine marxiste-léniniste ; d'avoir entretenu des contacts avec l'étranger et notamment avec les représentants du Polisario à Paris. »

« Il apparaît ainsi, ajoute le rapport, que c'est essentiellement à raison de leur opinion que les accusés sont jugés. »

Ainsi que sa durée légale maximale est de six jours, poursuit le texte, de nombreux accusés ont subi une garde à vue de plusieurs mois. Les plus graves plaintes de torture. Celles-ci ont été entrainées la mort de l'un des personnes gardées à vue : Zerouan, décédé le 14 novembre 1974.

Après avoir relevé des anomalies dans le déroulement de l'instruction, M. Sautourol écrit que, « à l'audience, les droits les plus élémentaires de la défense ont été totalement méconnus, et tout a été fait pour que les accusés ne puissent s'exprimer ni se défendre. »

L'avocat rappelle à ce propos que les accusés ont décidé une grève de la faim illimitée (1).

(1) N.D.L.R. — A partir du 17 janvier.

## PROCHE-ORIENT

### Egypte

## Plusieurs ministres sont remplacés à la suite des récentes émeutes

De notre correspondant

Le Caire. — Après les émeutes survenues les 18 et 19 janvier dans une dizaine de villes, la rumeur du départ du premier ministre avait couru au Caire. Finalement, M. Moudouh Salem reste à la tête du cabinet qu'il dirige depuis 1975, mais plusieurs ministres ont été remplacés à la suite des récentes émeutes.

M. Salem qui, avant d'être appelé à former le gouvernement, avait, pendant quatre ans, été le porte-parole de l'intérieur, reprend celui-ci au général Sayed Fahmy. Il est reproché à ce dernier de n'avoir su ni prévenir ni juguler à temps les troubles du mois passé. L'armée avait dû être appelée à la rescousse, la police étant débordée dès le 18 janvier. Il n'est pas question de revenir au système policier encore en vigueur avant la guerre d'octobre 1973, mais une extrême vigilance des autorités va s'imposer. M. Salem sera flanqué, pour les affaires intérieures, de deux vice-ministres.

M. Gamel Oteifi est remplacé au ministère de l'information et de la culture par M. Abdel Moneim Saouli. D'inclination libérale, M. Oteifi avait opéré une réelle ouverture, à la télévision égyptienne. Ces derniers mois, de libres débats politiques opposant notamment des personnalités gouvernementales à des intellectuels marxistes, avaient été proposés aux téléspectateurs. Cette nouvelle doctrine, pourtant conforme aux instructions du rais, est aujourd'hui critiquée sévèrement dans les milieux officiels, la courant marxiste égyptien étant accusé par ces derniers d'avoir participé aux émeutes.

Journaliste proche du pouvoir, bâtonnier de l'ordre de la presse, le

nouveau ministre de l'information et de la culture, M. Saouli, avait démissionné, il y a quelques jours, de son poste de directeur de la maison d'édition d'Etat, Dar-El-Tahrir, qui publie quatre quotidiens, dont *Al-Gomhouria*, et le *Progrès égyptien* (en langue française). Député progressivement du Caire, M. Saouli est vice-président du Parlement. Il passe pour un homme énergique.

A l'intention de la presse étrangère, le directeur de l'information d'Etat, M. Morsi Saadeldine, a déclaré que la censure ne serait pas rétablie, mais « qu'un minimum de respect pour le chef de l'Etat et son entourage était souhaité ». C'est pour une entorse à ce principe que David Hirst, correspondant au Caire du *Guardian*, de Londres, a été récemment expulsé (le Monde du 1<sup>er</sup> février), et non pas, comme l'avait d'abord annoncé une autre source autorisée « pour avoir eu des contacts avec des éléments subversifs ».

« Les journalistes étrangers peuvent rencontrer qui ils veulent en Egypte », a indiqué M. Morsi. Mme Aïcha Rateb, ministre des affaires sociales, perd son portefeuille au profit de Mme Amel Osman, députée, qui devient à son tour l'unique femme de cabinet. Le ministère des affaires sociales, papaveriser et inefficace, est l'un des administrations dont les Egyptiens ont le plus à se plaindre ces temps-ci.

La remaniement comporte également un volet technique. La précédente relouche non politique apportée à l'équipe ministérielle remontait à novembre 1976. Elle avait surtout affecté des portefeuilles économiques. Cette fois, le ministère de l'agriculture et de l'irrigation échoit, M. Abdel Aziz Abou Hattat conservant ce dernier secteur, tandis que les affaires agricoles proprement dites sont confiées à un nouveau ministre, M. Ibrahim Choukri. Un secrétaire d'Etat, M. Abdel Aziz Hussein, aura en charge les ressources hydrauliques et les relations avec le Soudan, pays par où passe toute l'eau qu'utilise l'Egypte.

Le ministère du tourisme et de l'aviation civile, M. Ibrahim Naguib, qui est l'un des deux personnalités chrétiennes du gouvernement, est remplacé par un de ces coreligionnaires, M. Moheeb Ramzi Sino.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

## LE CAIRE SOUHAITE QUE LA CONFERENCE DE GENÈVE SE TIENNE AU PRINTEMPS

M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, était attendu, ce mercredi matin 3 février, au Caire, première étape de son voyage au Proche-Orient. Il viendra successivement à l'Egypte (du 3 au 4 février), la Syrie (du 4 au 6), l'Arabie Saoudite (des 6 et 7), le Liban (des 7 et 8), la Jordanie (du 8 au 10), Israël (les 10 et 11), puis se rendra à Chypre le 12 février. Une seconde étape en Egypte est prévue avant Chypre.

Avant son départ pour Le Caire, M. Waldheim s'est entretenu, mardi soir à Genève, avec M. Kaddoumi, chef du département politique de l'Organisation de libération de la Palestine. La discussion a porté sur les modalités de la rencontre que le secrétaire général de l'ONU aura avec M. Arafat au cours de son voyage.

Du Caire, notre correspondant signale que les dirigeants égyptiens feront part à M. Waldheim de leur vif désir de voir la conférence sur le Proche-Orient se réunir dès la printemps prochain.

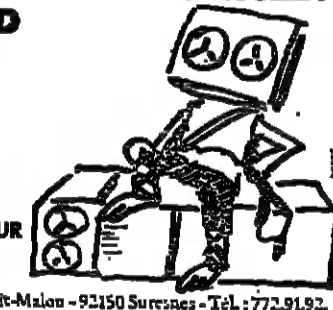
A Jérusalem, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a indiqué mardi qu'Israël ne prendra pas en compte les récentes propositions de M. Waldheim concernant une nouvelle participation à la conférence de Genève. Celui-ci avait récemment avancé la formule d'une délégation unique — dont ferait partie l'O.L.P. Le porte-parole a rappelé qu'Israël n'accepterait une nouvelle convocation de cette conférence que dans le cas des résolutions 243 et 248 du Conseil de sécurité de l'ONU. — (A.F.P.)

## DAVID ET GOLIATH, VOUS CONNAISSEZ ? PRIME, C'EST LE DAVID DU TEMPS PARTAGÉ.

PRIME  
LE SPÉCIALISTE DE L'ORDINATEUR  
CONVERSATIONNEL

\* prononcez Fra-ajme.

9-11, rue Benoît-Malon - 92150 Suresnes - Tél. 772.9192.



## le cuir sauvage

Notre société peut être un peu sauvage, mais le cuir que nous aimons est, lui, un cuir naturel et durable. Car il y a cuir et cuir, cuir naturel et cuir dénaturé. Vous entendrez par cuir naturel un cuir qui n'a subi aucun traitement chimique et qui est simplement traité à l'huile.



Roche-Bobois a programmé avec ses tanneries un marché qui permet de consentir du 15 janvier au 28 février 1977 un tarif préférentiel sur tous ses salons cuir. Ainsi, les prix des salons Roche-Bobois (5 places assises) dans tous les cuir s'échelonnent de 8.000 à 25.000 F. (En Belgique, de 65.000 à 180.000 FB. En Suisse, de 4.000 à 12.500 FS).

## ROCHE-BOBOIS

Don à découper pour recevoir le catalogue 77 (148 pages couleurs). Participation aux frais d'envoi 7 francs français (remboursés à votre premier achat en cuir ou tout autre moyen à votre convenance).

NOM .....  
Adresse .....  
Demande à adresser à ROCHE-BOBOIS B.P. 275-09 / 75424 PARIS CEDEX 09. Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.

## HEBDO tribune juive de l'actualité

L'interview exclusive que le Président de la République a accordée cette semaine à TRIBUNE JUIVE HEBDO confirme la place prise dans la presse française par T.J. HEBDO.

Journal indépendant, T. J. HEBDO préfère accorder la primauté à des enquêtes et des reportages plutôt qu'à des campagnes de promotion colossales. De ce fait, l'intérêt rédactionnel du journal concerne tous ceux qui recherchent une information objective, d'autant qu'il n'est pas nécessaire d'être juif pour lire TRIBUNE JUIVE.

C'est bien volontiers que nous enverrons des numéros-spécimens à tous ceux que la lecture d'un hebdomadaire libre, directement concerné par tous les problèmes des droits des gens, de la morale internationale et du destin d'Israël peut intéresser.

BON A DECOUPER ET A RENVoyer A TRIBUNE JUIVE HEBDO 18, rue Volney 75002 PARIS

NOM .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Demande à recevoir gratuitement un numéro-spécimen de T.J.

## ARAB CONSULTANTS

R.C. Paris 76 b 7148  
9, rue de Clichy, 75009 PARIS  
526-82-33 + 280-52-66

TRADUCTION commerciale, technique et juridique  
INTERPRÉTATION et ACCOMPAGNEMENT  
CALLIGRAPHIE et IMPRESSION en arabe  
MARKETING et CONSEILS JURIDIQUES pour le MOYEN-ORIENT

Cette société remplace INTER-ARABE (R.C. Paris 75 b 5897) qui existait à la même adresse, et A ÉTÉ DISSOUTE, ET NON TRANSFÉRÉE, LE 2-11-1976.

## PRIME, CA VIENT D'AMÉRIQUE, ET C'EST UN NOUVEAU CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS.

PRIME  
LE SPÉCIALISTE DE L'ORDINATEUR  
CONVERSATIONNEL

\* prononcez Fra-ajme.

9-11, rue Benoît-Malon - 92150 Suresnes - Tél. 772.9192.





## EUROPE

## DIPLOMATIE

### Union soviétique

**La police confirme puis dément une tentative de suicide par le feu sur la place Rouge**

De notre correspondant

Moscou. — La direction de la milice de Moscou a reconnu, mardi après-midi 1<sup>er</sup> février, pendant quelques heures seulement, qu'un homme avait bien tenté de se donner la mort par le feu, la veille, sur la place Rouge, à quelques mètres du mausolée de Lénine (le Monde du 2 février, dernière édition). En fin de soirée, toutefois, les mêmes autorités démentaient avoir confirmé l'information et déclaraient que rien de tel ne s'était passé. Mercredi matin, la direction de la milice confirmait encore son démenti.

Trois fois de plus, les correspondants à Moscou ont été alertés, dans cette affaire, par des informations en provenance de l'Occident : à Paris, un touriste français, retour de Moscou, affirmait avoir été le témoin de la tentative d'immolation. Un peu plus tard, à Stockholm, deux journalistes sportifs suédois appartenant à l'Expressen et au Sydsvenska Dagbladet, eux aussi de retour de Moscou, ont déclaré avoir suivi une rencontre de handball, affirmant avoir été témoins de la même affaire. Selon eux, le désespéré avait environ une quarantaine d'années et aurait mis le feu à ses vêtements attachés au préalable d'essence, à une quin-

### Espagne

**Les démocrates-chrétiens européens ont apporté leur appui à leurs amis espagnols**

De nos envoyés spéciaux

Madrid. — Une seule voie pour l'Espagne : le recours à l'Europe, tel est le thème qu'ont développé les principaux orateurs à la réunion de l'Union européenne des démocrates-chrétiens, à Madrid, dans les lieux mêmes où, voici quelques mois, le bureau de l'Internationale socialiste avait tenu ses assises. Cette réunion s'est achevée mardi 1<sup>er</sup> février.

À l'issue de la famille démocratique chrétienne française, M. Leconte, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, a rappelé que, au lendemain de la guerre, en Allemagne, en Italie, en France, à l'égard personnel et communautaire, des démocrates-chrétiens avaient été l'artisan de la renaissance de la démocratie. Il a exprimé le vœu qu'il en soit de même en Espagne, « pays qui est

**M. Monnet, premier « citoyen d'honneur » de l'Europe**

Hier plénier, aujourd'hui patronage de l'Europe, Jean Monnet, quatre-vingt-huit ans, a reçu mardi 1<sup>er</sup> février, dans sa demeure de Boulogne-sur-Mer, une foule de visiteurs, un diplomate unique en son genre : celui de citoyens d'honneur de l'Europe.

C'est au Conseil européen de Strasbourg, le 3 avril, que les Neuf décidèrent de conférer ce titre à celui qui fut l'inspirateur du plan Schuman et le président de la première autorité européenne. Jean Monnet, dit la rétrospective qu'il adopterait alors, s'est attaqué résolument aux forces d'inertie des structures politiques et économiques de l'Europe dans le but de créer un nouveau type de relations entre les Etats, de faire apparaître les solidarités de fait existant entre les Etats européens et de les traduire en termes institutionnels.

M. Gaston Thorn, président du gouvernement de Luxembourg, accompagné de son ambassadeur, M. Dumont, lui remit le parchemin signé du président de la République française et des huit chefs de

### Les « Don Quichotte de la politique »

La rencontre de Madrid entre les groupes démocrates-chrétiens qui ont lutté contre le franquisme et les représentants de la démocratie chrétienne européenne était une aventure. Tenir un meeting public dans la capitale alors que la plupart des dirigeants de l'opposition démocratique sont menacés avec insistance par les commandos d'extrême droite, c'est aussi un pari « sur la détente et la raison », comme l'a souligné M. Ruiz Gimenez dans son discours de clôture brillant, émouvant et acclamé par les congressistes.

### NEUF PAYS EUROPÉENS ONT PROPOSÉ UN CALENDRIER POUR LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

(De notre correspondant)

Belgrade. — Les représentants de neuf pays neutres et non alignés d'Europe (1) ont étudié, les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février, à Belgrade, diverses questions relatives à la réunion qui sera suivie à la conférence d'Helsinki et qui aura également lieu dans la capitale yougoslave.

Tous sont tombés d'accord pour proposer à cet égard un calendrier. Une réunion préparatoire au niveau des ambassadeurs commencent comme prévu le 15 juin et s'achèverait environ six semaines plus tard, à la fin juillet. La conférence elle-même devrait se réunir fin septembre. Elle comporterait trois phases d'une durée

### Les échanges culturels franco-soviétiques vont s'accroître durant les deux années à venir

De notre correspondante

Moscou. — La commission mixte permanente franco-soviétique pour les relations culturelles, scientifiques et techniques s'est réunie pour la onzième fois depuis 1957, la semaine dernière à Moscou. Il s'agissait de mettre au point les échanges culturels pour les deux années à venir.

En fait, la commission a bien failli ne pas se tenir, les autorités soviétiques ayant refusé son visa à l'un des membres de la délégation française, M. Stéphane Tatischeff, ancien attaché culturel à Moscou, et qui devait faire fonction d'interprète. Finalement, le Quai d'Orsay a préféré ne pas remettre en cause la coopération culturelle avec l'U.R.S.S., qu'il a faite par ses précédentes sessions.

On nous accuse souvent de don quichottisme, a déclaré le leader de la gauche démocratique, qui est aussi l'avocat des dirigeants de commissions carrières. C'est vrai, nous sommes les Don Quichotte de la politique. Mais nous nous battons dans les villages, dans tous les peuples de l'Espagne, et nous ne trahissons jamais Sancho Panza, qui est le symbole de l'homme du peuple espagnol. Nous nous battons pour la liberté, l'égalité et la solidarité de tous les Espagnols, sans exception. Nous voulons la liberté pour les croyants et les non-croyants, pour les marxistes et pour ceux qui ne le sont pas.

### PRIME 9-11, RUE BENOIT-MALON. 92150 SURESNES - TÉL : 772.91.92

MARCEL NIEDERGAANG et JACQUES NOBECOURT.

**PRIME**  
LE SPÉCIALISTE DE L'ORDINATEUR CONVERSATIONNEL

\*annonceur Prime.

**les jardins de Gergovie**  
73 RUE DE GERGOVIE

petit immeuble de haute qualité donnant sur grand jardin

**STUDIOS à 5 PIECES**

PRIX FERME ET DEFINITIF - LIVRAISON 3<sup>e</sup> TRIM. 77

Réalisation FONCIMMO IEN

Renseignements et vente :

**GEFICO** 924.83.96

Visite appartement témoin tous les après-midi

TEL. 542.67.13

### Le gouvernement britannique proteste auprès de l'ambassadeur de Tchécoslovaquie contre la persécution des signataires de la Charte 77

De notre correspondant

Londres. — Mardi 1<sup>er</sup> février, le ministre d'Etat au Foreign Office, Lord Goronwy-Roberts, a protesté auprès de l'ambassadeur tchécoslovaque, M. Jablovsky, contre les persécutions dont sont victimes les signataires de la Charte 77. Il a évoqué le cas de quinze personnes de la double nationalité - qui ne sont toujours pas autorisées à rejoindre le Royaume-Uni.

Les Britanniques sont de plus en plus sérieusement préoccupés par la situation de certaines familles dans les membres du parti séparés et qui n'ont pu quitter l'émigration de quitter la Tchécoslovaquie. L'autonomie des lois de sa visite à Londres, le premier ministre de Prague, M. Chrapek, avait cependant donné l'assurance que les cas en question seraient rapidement réglés.

### République d'Irlande

**Les travaillistes accusent l'opposition de faire obstacle à la mise au point d'une nouvelle Constitution**

De notre correspondant

Dublin. — La Constitution de la République d'Irlande, en particulier les articles 2 et 3 qui précisent que l'Irlande est une République unitaire, nationale, indivisible et démocratique, est à nouveau l'objet de controverse. La polémique montre les divergences grandissantes entre le gouvernement et l'opposition de la République d'Irlande.

Dans un discours, la semaine dernière, le ministre des P.T.T., porte-parole des travaillistes pour les affaires de l'Ulster, M. Connor Cruise O'Brien, a déclaré que si la condition gouvernementale qui regroupe son parti et la Fianna Fáil (centriste) gagne les élections législatives cette année, elle demandera qu'on soumette un projet de nouvelle Constitution à référendum. Cette Constitution ne ferait pas allusion à la juridiction du sud de l'île sur le nord.

### autriche

**le pays qui fête l'hiver !**

• 1 semaine, 1/2 pension (sans transport) à partir de 440 F.  
• 1 semaine, transport Aet R. ch. + pt. déj. à partir de 655 F.

Office National Autrichien du Tourisme 12, rue Auber, 75009 Paris

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

### Le gouvernement britannique proteste auprès de l'ambassadeur de Tchécoslovaquie contre la persécution des signataires de la Charte 77

De notre correspondant

Londres. — Mardi 1<sup>er</sup> février, le ministre d'Etat au Foreign Office, Lord Goronwy-Roberts, a protesté auprès de l'ambassadeur tchécoslovaque, M. Jablovsky, contre les persécutions dont sont victimes les signataires de la Charte 77. Il a évoqué le cas de quinze personnes de la double nationalité - qui ne sont toujours pas autorisées à rejoindre le Royaume-Uni.

Les Britanniques sont de plus en plus sérieusement préoccupés par la situation de certaines familles dans les membres du parti séparés et qui n'ont pu quitter l'émigration de quitter la Tchécoslovaquie. L'autonomie des lois de sa visite à Londres, le premier ministre de Prague, M. Chrapek, avait cependant donné l'assurance que les cas en question seraient rapidement réglés.

### Le gouvernement britannique proteste auprès de l'ambassadeur de Tchécoslovaquie contre la persécution des signataires de la Charte 77

De notre correspondant

Londres. — Mardi 1<sup>er</sup> février, le ministre d'Etat au Foreign Office, Lord Goronwy-Roberts, a protesté auprès de l'ambassadeur tchécoslovaque, M. Jablovsky, contre les persécutions dont sont victimes les signataires de la Charte 77. Il a évoqué le cas de quinze personnes de la double nationalité - qui ne sont toujours pas autorisées à rejoindre le Royaume-Uni.

Les Britanniques sont de plus en plus sérieusement préoccupés par la situation de certaines familles dans les membres du parti séparés et qui n'ont pu quitter l'émigration de quitter la Tchécoslovaquie. L'autonomie des lois de sa visite à Londres, le premier ministre de Prague, M. Chrapek, avait cependant donné l'assurance que les cas en question seraient rapidement réglés.

### Le gouvernement britannique proteste auprès de l'ambassadeur de Tchécoslovaquie contre la persécution des signataires de la Charte 77

De notre correspondant

Londres. — Mardi 1<sup>er</sup> février, le ministre d'Etat au Foreign Office, Lord Goronwy-Roberts, a protesté auprès de l'ambassadeur tchécoslovaque, M. Jablovsky, contre les persécutions dont sont victimes les signataires de la Charte 77. Il a évoqué le cas de quinze personnes de la double nationalité - qui ne sont toujours pas autorisées à rejoindre le Royaume-Uni.

Les Britanniques sont de plus en plus sérieusement préoccupés par la situation de certaines familles dans les membres du parti séparés et qui n'ont pu quitter l'émigration de quitter la Tchécoslovaquie. L'autonomie des lois de sa visite à Londres, le premier ministre de Prague, M. Chrapek, avait cependant donné l'assurance que les cas en question seraient rapidement réglés.











POLITIQUE

Libres opinions

Les beaux messieurs des abois dorés

par TANGUY KENEC'H DU (\*)

MESSEURS venus de vos châtellenies chasser à courre dans les rues de la capitale, qu'un Breton sans libertés (mais qui ne porte le bouton d'aucun de vos équipages) prenne celle, du moins, de vous admonester.

Par-delà les ridicules que, flairant un gibier, d'évidence vous ne sentez plus, tâchons d'apercevoir où mènent vos emportements.

Considérons que le mécanisme subtil des institutions grippe sitôt qu'aux ambitions personnelles d'émulation ne s'impose plus une autorité souveraine. En des temps peu anciens, un simple francement de sourcils élyséen eût fait rentrer la gent grenouillère en ses grottes profondes. Quel spectacle aujourd'hui !

Le réseau d'impasse vers quoi galopent les meutes peut encore se compliquer d'une année l'autre. C'est dire combien le premier porteur de l'habit constitutionnel eut tort de se le faire tailler sur mesure, lui-même pouvant gouverner le navire à son gré, en ramant au besoin contre le texte, comme on le vit.

Quand il aurait dû, au contraire, connaissant son monde, ces sales gosses, incapables de se conduire, commander au tailleur : « Surtout, hein, du solide — et du peu salissant — ils ne cessent d'attraper des taches et de se leirer des accros », sachant bien que le temps reviendrait où le porteur d'habit serait plus démuné.

L'actuel titulaire paraît se satisfaire à l'idée qu'il est l'unique élu véritablement national, le seul choisi par l'« ensemble » des citoyens.

Pour ma part, je ne vois pas que, par exemple, neul soit davantage neul, qu'on le considère tout d'une pièce ou, mettons, comme la somme de : cinq + trois + un. On parviendrait encore au même résultat en posant : cinq + trois + deux — un, etc.

A moins que d'enrichir la terminologie maurassienne d'un nouveau concept, le pays légal s'opposant quand il n'en est plus l'image fidèle au pays légitime ?

Aussil s'achemine-t-on vers les diverses solutions, de type immémorial, propres à sortir des impasses où nous fourvoient les meutes. Ces solutions se situent entre la fameuse recette de Lantier, l'omlette parlementaire sans queue ni tête — laquelle ne manquera pas d'amateurs... certains, déjà, se pourléchent — et la mitrailleuse, ce qu'à Dieu ne plaise.

En attendant d'y voir plus clair, il convient, dans le cas d'espèce, d'adopter une solution d'urgence qui aurait du reste une heureuse portée générale. Qu'on établisse sans délai que, dans les villes de plus de trente mille habitants, les fonctions de maire ne peuvent en aucun cas se cumuler avec tout autre mandat électif. Nul ne pouvant, n'est-il pas vrai, être au four et au moulin.

Du même coup, serait jeté un pont vers le rapport Guichard — « Vivre ensemble » — sur les collectivités locales.

Coup double, puisque, ainsi, le laisser-courre des beaux messieurs aurait servi à autre chose qu'à ébaudir la province.

(\*) Sous-préfet en retraite.

LA « BATAILLE » POUR M. Chirac prévoit « une campagne passionnée et passionnante »

C'est à la Mutualité, dans le cinquième arrondissement, où il se présentera, et où il est né 59, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, dans le même immeuble que son ami M. Tiberi, député R.P.R., que M. Jacques Chirac a tenu, mardi 1<sup>er</sup> février après-midi, la première conférence de presse de sa campagne électorale.

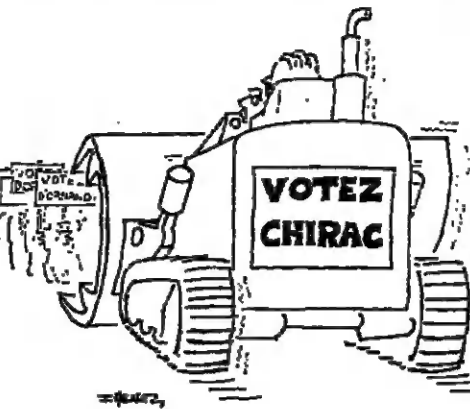
En présence des candidats qui conduiront ces listes dans tous les secteurs — y compris M. Frédéric-Dupont, député

républicain indépendant, qui avait pris place sur la tribune, — le président du Rassemblement, qui veut communiquer à ses amis sa volonté de victoire, a proclamé sans le moindre doute apparent qu'« aucun secteur n'était susceptible d'être gagné par l'opposition ».

Dans l'exposé de son programme — qui sera détaillé au rythme d'une conférence de presse par semaine, — il s'est employé à donner de lui une image

nouvelle. Tout en parlant de « rêve », de « cœur », de « solidarité », il s'est montré soucieux du détail, des problèmes concrets et quotidiens, capables de sauvegarder, selon lui, ce « chef-d'œuvre en péril » qu'est le Parisien.

M. Chirac, en tout cas, ne fait pas un pari risqué en assurant que la campagne électorale sera « passionnée et passionnante ».



(Dessin de CHENEZ.)

M. Chirac, en réponse à une question sur les propositions de M. d'Ornano (le Monde du 2 février), a déclaré :

« Les choses vont vite. La semaine dernière j'ai dit que j'étais prêt à rassembler autour de moi toutes les composantes de la majorité, y compris, bien sûr, les républicains indépendants. Ma proposition, qui ne date que de quelques jours, a été accueillie par une sorte de délire verbal, que le président de la République a frisé l'insolence, et par des sanctions infligées à ceux d'entre eux qui nous avaient rejoints.

« Aujourd'hui, nos listes sont constituées, et je me suis résolu à les conduire au premier tour dans le cadre du pluralisme majoritaire qui a été préconisé par le président de la République, comme la formule la plus efficace pour lutter contre la coalition socialo-communiste.

« Je me suis engagé à respecter la règle selon laquelle le mieux placé reste seul au deuxième tour et bénéficie du désistement déclaré des autres candidats de la majorité.

« J'attends du reste toujours que les autres candidats de la majorité prennent le même engagement, compte tenu des règles de la loi électorale, et que, à lui-même fixées, il n'y a donc rien de nouveau.

Répondant à M. d'Ornano, qui affirme être le « candidat unique de la majorité », l'ancien premier ministre a déclaré :

« M. d'Ornano est le candidat de la minorité de la majorité, et moi, j'ai été élu maire de Paris — contrairement à M. d'Or-

nano, — il ne se démentait pas de ses fonctions ajoutant :

« Il n'y a aucune incompatibilité entre une fonction électorale locale du type de celle de député avec celle de maire de Paris. Pas plus que les fonctions de conseiller municipal ne sont incompatibles avec celles de président de la République.

Présentant son programme municipal, M. Chirac a déclaré : « Pour que nous prenions un bon départ, il faut d'abord une volonté : celle de ne pas retomber sous la tutelle de l'administration, et il faut une équipe composée d'hommes qui connaissent déjà

les problèmes. Il est en effet dérisoire de penser que Paris se gère comme une petite ville. Si chaque quartier a et doit avoir sa propre vie, Paris est un tout et Paris est une capitale. Cette première conférence était consacrée aux problèmes de la vie quotidienne des Parisiens. M. Chirac traitera ultérieurement des transports et de la circulation, de l'urbanisme et du logement, des structures sociales concernant les jeunes, l'éducation, la culture, les sports, les loisirs et les problèmes de santé et, enfin, du rôle et du prestige de Paris.

Le ton continue de monter

(Suite de la première page.)

M. Chirac était clairement visé lorsque M. Giscard d'Estaing a dénoncé l'attitude « étrange et malveillante » de ceux qui le présentent comme capable de « s'accommoder » d'une victoire de la gauche aux élections législatives.

C'est bien en effet ce que le président du R.P.R. avait insinué dans la lettre qu'il avait adressée à M. Barre le 23 janvier (« on semble envisager que [les institutions] pourraient fonctionner normalement avec M. François Mitterrand comme premier ministre », et le caractère fondamental des divergences qui existent entre les deux hommes apparaît de plus en plus nettement. La querelle ne porte pas seulement sur la différence qu'il y a entre le « pluralisme organisé » et le « pluralisme sauvage », dont on a le spectacle à Paris, mais sur la stratégie politique à adopter pour les douze mois qui viennent.

Le 23 janvier, M. Chirac, invité d'Europe 1, avait été catégorique : dans l'hypothèse d'une victoire de la Coalition socialo-communiste, il serait « tout à fait exclu » que le « rôle » du président de la République « puisse se poursuivre, en tous les cas de la façon dont il a été chargé de l'assumer par la majorité des Français ».

Le 1<sup>er</sup> février, à Antenne 2, M. Valéry Giscard d'Estaing a fait une fois de plus, mais plus précisément que jamais, une analyse toute différente. Il s'est montré particulièrement sévère à l'égard de la « gauche enjennée dans le programme commun », un programme « de désorganisation et de paralysie non réversible de l'économie française », mais il a très clairement indiqué, à propos des élections législatives du printemps 1978 : « Naturellement, il sera tenu compte de la volonté démocratique des Français. Comment en sera-t-il tenu compte ? Cela dépend de la manière dont cette volonté se sera exprimée. Est-ce à dire qu'il n'en tiendra compte que si la majorité obtient par la gauche, dépasse un certain pourcentage des suffrages exprimés ? Le président, qui, en tout état de cause, « gardera ses pouvoirs », ne « s'accommodera » pas d'une victoire de l'opposition, mais appréciera la situation.

M. Chirac estimant qu'une telle façon de voir est totalement démobilisatrice pour la majorité, le divorce entre le président de la République et celui du Rassemblement est total, et deux questions se trouvent posées.

La première concerne les élections municipales, pour lesquelles les jeux devront être faits le 5 mars, date de la clôture des inscriptions. M. Giscard d'Estaing, tout comme M. Barre, se plait à opposer Paris à la province, mais

le tout est de savoir si les départements ne vont pas être contaminés par le « pluralisme sauvage » qui sévit dans la capitale.

La seconde question concerne les élections législatives. Il faudrait un complet renversement de tendance au cours des douze prochains mois pour que ce même pluralisme puisse être évité lorsqu'il s'agit de renouveler l'Assemblée nationale. Beaucoup pensent qu'en l'état où se trouve la majorité il ne peut que progresser.

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, de tempérament très unitaire, « il a employé une partie de son dernier week-end à naviguer entre le Rassemblement, l'Elysée et l'hôtel Matignon pour prêcher l'apaisement », prévoit 70 % de « primaires » pour mars 1978, alors que l'on n'en avait enregistré que 14,37 % (68 pour 473 sièges à pourvoir en métropole) en mars 1973.

RAYMOND BARRILLON.

AVION, PLUS AUTO, PLUS HOTEL : Une nouvelle idée de vacances en Espagne d'Iberia et de Mundicolor.

Le principe en est vraiment excitant. Vous arrivez en Espagne sur un vol Iberia. À l'aéroport une voiture vous attend. Et vous êtes libre : la voiture est assurée, le kilométrage illimité. Vous choisissez votre itinéraire, vos sites, vos étapes. Et vous descendez dans l'un des hôtels Meliá pour une nuit, un jour ou plus. A votre choix.

Un exemple de prix : 5 jours en Andalousie Paris-Málaga-Paris : avion + auto + hôtel : 1.870 F par personne pour 4 participants.

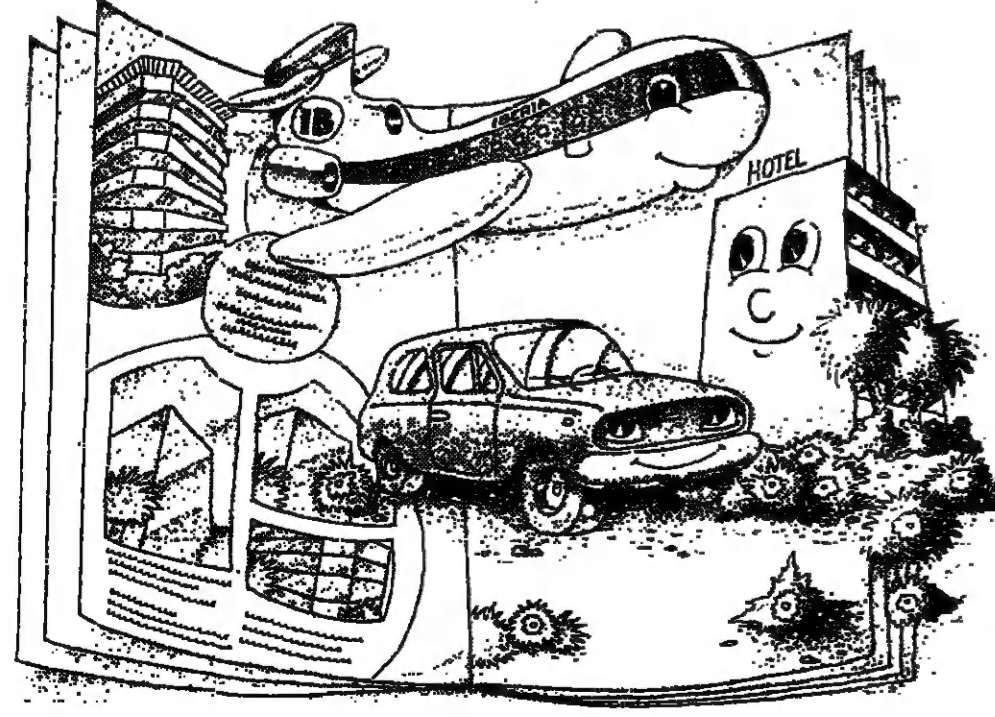
Demandez à votre agent de voyages le dépliant avion + auto + hôtel.



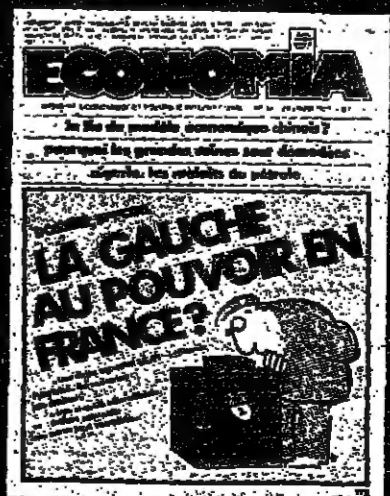
Pour profiter de toutes les possibilités de vacances en Espagne, demandez-lui également la brochure Mundicolor. Dans cette brochure vous trouverez 100 idées de vacances aux Baléares, aux Canaries ou sur la Costa del Sol. A des prix exceptionnels.

Exemples prix été de la brochure Mundicolor : 15 jours aux Canaries pour 1.250 F ou sur la Costa del Sol pour 950 F ou aux Baléares pour 1.050 F.

Et quelques offres exceptionnelles : vol gratuit de 5 jours, la carte de réduction Mundicolor valable sur la plupart de vos achats.



Si la gauche arrivait au pouvoir en France ?



15 pages spéciales

1) Les scénarios Economia-SEMA-Futuribles, une analyse de l'évolution économique et politique de la France, avec le concours de 44 personnalités.

2) Une enquête internationale sur l'attitude prévisible des autres pays occidentaux : ce qu'on en pense à Bonn, Washington, Bruxelles (CEE, OTAN), une interview de Michel Rocard (la défense du franc).

ECONOMIA

mensuel économique et politique international En vente chez votre marchand de journaux

Élections municipales PARIS DE PARIS

Chirac mettrait sa proposition de listes d'union.

Le P.C.F. et la P.S. situation dans la capitale

Le P.C.F. et la P.S. ont annoncé qu'ils se présenteront ensemble aux élections municipales de Paris. Cette proposition a été accueillie avec intérêt par les Parisiens, mais elle a aussi suscité des réserves. Certains craignent que cette alliance ne soit une simple manœuvre électorale, tandis que d'autres estiment qu'elle pourrait permettre de rassembler les forces de gauche et de lutter plus efficacement contre les problèmes de la capitale.

LA GAUCHE AU POUVOIR EN FRANCE ?

Cette question est au cœur des débats politiques actuels en France. Les partisans de la gauche soutiennent qu'elle est la seule capable de résoudre les problèmes sociaux et économiques du pays, tandis que les opposants craignent qu'elle ne mène à une instabilité politique et à une dégradation de la situation économique.

Proximité de Toulon, un exemple intéressant d'habitat nuagegardant l'environnement.

Le projet d'habitat à Proximité de Toulon vise à concilier développement urbain et préservation de l'environnement. Les architectes ont conçu des bâtiments modernes et fonctionnels qui s'intègrent parfaitement dans le paysage naturel, offrant ainsi une nouvelle manière d'habiter.

la Pinède de Saint-Georges

La Pinède de Saint-Georges est un espace naturel remarquable situé à proximité de Toulon. Elle offre un cadre de vie idéal pour ceux qui cherchent à se reconnecter avec la nature tout en bénéficiant des commodités d'une zone urbanisée.

هكذا من الأصل







## POLITIQUE

LES INITIATIVES DE Mme PASQUIER

### Les partis, les femmes et les municipales

Si plus de 55 % des électeurs français sont des électrices, 4 % seulement des conseillers municipaux élus en 1971 étaient des femmes. Serait-il possible de faire mieux en 1977, deux ans après l'entrée de la femme ? Mme Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine, elle-même conseillère municipale à Caluire (Rhône), veut le croire. Pour sensibiliser les dirigeants des partis politiques, elle leur avait écrit, en novembre 1976, le Monde du 12 novembre, pour leur demander de s'engager publiquement, en nom de leur parti, à présenter aux prochaines élections un nombre plus significatif de candidates. Elle vient de faire connaître les réponses.

Parmi les plus prompts à répondre à Mme Pasquier, M. Georges Marchais pense que, dans ce domaine, son parti a enregistré un « bilan impressionnant ». Le parti communiste, écrit son secrétaire général, est celui qui compte le plus d'éues dans les diverses assemblées de notre pays. Et M. Marchais confirme la décision du P.C.F. de faire en sorte que, lors des municipales, les listes qu'il présentera comprennent « au moins 30 % de femmes », ce qui ne sera pas difficile, puisque le P.C.F. a compté déjà dans ses rangs près de cent quatre-vingt mille femmes, soit pour plus de 30 % le total de nos adhérents. Mme Pasquier a-t-elle obtenu la même satisfaction du côté du parti radical-socialiste où Mme Jacqueline Nebout — alors secrétaire générale — pouvait encore faire valoir le fait que son parti soit « le seul qui ait une femme comme secrétaire générale ». Un regret, pourtant : « Je ne trouve pas de candidates dans bien des cas. » Chez les républi-

cains indépendants, M. Jacques Dominati annonce que « 30 % des adhérents sont des femmes », et que « cette large participation se retrouve aux différents niveaux des responsabilités de la fédération nationale ».

Mme Hélène Massot, députée de Paris (R.P.R.), analyse les raisons matérielles et psychologiques qui empêchent les femmes d'entrer en politique : « Les séances du conseil municipal ont lieu le soir ou le samedi, ce qui pose des problèmes de garde d'enfants pendant des années (...). Aussi est-il indispensable, pour que les femmes puissent s'engager, que les maris acceptent l'engagement. Sinon les victimes seraient les enfants. » Pour Mme Missolle, « la mixité des sexes, du travail des femmes, de la vie en général, la promotion culturelle féminine, la diminution des tâches familiales, sont des phénomènes qui favorisent l'accès des femmes à la vie politique ».

Encourageantes — sans être très précises — les réponses qu'a reçues Mme Pasquier illustrent en général une grande bonne volonté jointe à une certaine impuissance. Des radicaux aux démocrates de M. Robert, des démocrates V. de Mlle Dienssch aux socialistes démocrates, des démocrates sociaux aux indépendants et paysans, les encouragements et les approbations ne manquent pas, mais rares sont ceux qui proposent des mesures précises pour faciliter l'accès des femmes à la responsabilité politique dès le printemps 1977. Les plus discrets sont cependant le parti socialiste et le parti socialiste unité, qui n'ont pas répondu à la missive de la déléguée à la condition féminine. Négligence ou hostilité ?

### Mort de deux anciens députés communistes

Jean Bartolini

M. Jean Bartolini, ancien député communiste du Var, est décédé, mardi 1<sup>er</sup> février, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Né le 10 janvier 1899 à Toulon (Var), il entre très jeune à l'armée maritime où il exerce le métier d'ajusteur. Désigné en 1929, comme membre de la commission exécutive de la neuvième union régionale unitaire, il devient peu après secrétaire général du Syndicat unitaire des travailleurs de la marine.

Parallèlement à ses activités professionnelles et syndicales, il milite, à partir de 1930, au sein du P.C.F. Il fait partie du groupe des dix communistes qui, à la fin de l'été de la ville de Toulon où il s'opposera à la fausse d'une élection partielle, municipalité Escartefigue.

En 1935, il est élu au deuxième tour, député de la circonscription de Toulon-Ouest-La Seyne, en remplacement de Pierre Renaudel décédé, devenant ainsi le premier député du Front populaire. Il est réélu en mai 1936. Le 12 décembre 1937 il est nommé membre du bureau fédéral du P.C. du Var et l'année suivante, il entre au comité central où il restera jusqu'en 1954.

Quand arrive la guerre, Jean Bartolini est inculpé, avec vingt-six de ses collègues, d'infraction au décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes. Arrêté à Paris en octobre 1939, condamné par un tribunal militaire à quatre ans de prison, il passe les années 1940-1941 à la maison d'arrêt de Valence et est ensuite transféré à Maison-Carrée (Algérie) où il sera le compagnon de cellule de Florimond Bonte, qui évoquera cette époque dans le Chemin de l'honneur. Libéré le 3 février 1942, trois mois après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, il est envoyé en Corse par son parti.

Après la libération, il revient à Toulon où il est élu maire, mandat qu'il exercera de mai 1945 à octobre 1947. En 1956 il est premier adjoint de la municipalité dirigée par M. Le Bellegou (socialiste). Elu à la première Assemblée nationale constituante en octobre 1945, il se présente avec succès aux élections générales du 2 juin

1948 (deuxième Assemblée constituante) et à celles des 10 novembre 1946, 17 juin 1951 et 2 janvier 1956. Il siégera jusqu'en 1956, date à laquelle il est battu. A plusieurs reprises lors de diverses consultations, il conduira la liste de l'union de la gauche aux municipales de 1971 remportées par le maire sortant (centriste) M. Arreckx. Le malade décède l'obligeant à restreindre ses activités.

L'Humanité du 3 février publie le message de condoléances que M. Gaston Pissonnier, membre du secrétariat du P.C.F., a adressé à Jeanne Bartolini au nom de la direction de ce parti.

Georges Morand

M. Georges Morand, ancien député communiste du Maine-et-Loire est mort mardi 1<sup>er</sup> février des suites d'une longue maladie.

(Né le 26 janvier 1900 à Meslay (Mayenne), Georges Morand, cheminot, avait adhéré au parti communiste français en 1929. Interné au début de la guerre à la forteresse de Sisyron, il devait s'en évader et participer à la libération du département des Hautes-Alpes. Elu dans le Maine-et-Loire lors des élections générales du 3 juin 1946 (Assemblée constituante), il entre à l'Assemblée nationale le 10 novembre 1946 et y siégera jusqu'en 1951, date à laquelle il est battu aux élections législatives du 17 juin. Georges Morand a également été conseiller municipal d'Angers de 1947 à 1959, date à laquelle il a été battu.)

(Publicité)

en 8 jours plus un

**bruit**

chez vous

Depuis 16 ans, SAIRES, spécialiste de l'isolation phonique et thermique, apporte les meilleures solutions aux problèmes de bruit et de froid. Etudes gratuites. Installation rapide. Paris et 100 km alentour. Crédit Cotelem.

SAIRES : 206-50-13

49 ter, rue de Flandre - 75019 PARIS



### Le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous,

nos habitudes de pensée déviantes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous. Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquiescer la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les lois éternelles du succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue H.A. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

#### BON GRATUIT

pour recevoir « LES LOIS ETERNELLES DU SUCCES »

Découpez ou recopiez ce bon et envoyez-le à : H.A. BORG, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon. Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement d'aucune sorte.

NOM ..... PRENOM .....  
N° ..... RUE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....  
AGE ..... PROFESSION .....

#### VOITURES D'EXPORTATION T.T.

**SEDAX** 3, rue Scheffer, 75016 Paris  
727.64.64 + 553.28.51 +  
Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda  
Toutes marques étrangères



Finition exportation  
Faible kilométrage  
Garantie usine  
Toutes possibilités  
de crédit-leasing

EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H.  
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE

### A VOTRE AVIS, COMBIEN DE MOIS FAUT-IL PATIENTER POUR IMPLANter UNE USINE EN REPUBLIQUE D'IRLANDE?

24 HEURES.



L'Irlande dispose d'un choix d'usines entièrement neuves situées dans des zones industrielles de premier plan et qui n'attendent que votre entreprise. Vous pouvez même vous y installer dès demain si vous le souhaitez. Pour cela vous aurez affaire à un interlocuteur unique : IDA, l'Irlande Office Governmental de Développement Industriel de la République d'Irlande.

En dix ans, IDA a supervisé l'implantation rapide et réussie de plus de 600 sociétés étrangères en territoire national. Premier contact avec Monsieur Terence Brown, Directeur de l'Agence IDA d'Irlande de Paris. Il se fera un plaisir de réaliser une étude à votre intention en tenant compte de vos besoins spécifiques (aides financières, incitations fiscales, recrutement de personnel, programmes de formation, etc.). IDA d'Irlande 45, rue Pierre-Charbon 75008 PARIS. Tél. 359 77 67.

REPUBLIQUE D'IRLANDE: LE TAUX D'IMPLANTATION INDUSTRIELLE LE PLUS ELEVE DU MARCHE COMMUN

La p...



Vue du boulevard périphérique, dans les...  
Pour y découvrir le "Corcoran 2",...

1. Une réception souriante, car la... des services se juge des invités.
2. Un téléphone performant... l'auto-commutateur TLC 10... direct des appels extérieurs... d'autres postes, et la conférence... il attribue une numérotation... correspondants habituels et l'ach... d'appel des personnes en dépla...
3. Un restaurant adapté à 120... par jour grâce à une distribution... de type "super market".
4. Des salons privés pour vos... 100 places.

مكتبة من الأصل



**stolini**

1946 (deuxième Assemblée  
tante) et à celles des 10 an-  
bre 1946, 17 juin 1951 et 2  
der 1956. Il siégera jusqu'à  
date à laquelle il est battu  
plusieurs reprises lors de  
consultations, il conduira le  
de l'union de la conduite à  
municipales de 1911 rempor-  
la maire sortant centenaire  
M. Arrecker. La maladie de  
Folger à restreindre ses ac-  
tés.

L'Humanité du 2 février 1961  
le message de condoléances  
M. Gaston Pissonnier, membre  
du secrétariat du P.C.F., a été  
à Jeanne Bartolini au nom de  
direction de ce parti.

**Georges Morand**

Al. Georges Morand, ancien député communiste du Maine-et-Loire est mort mardi 17 des suites d'une longue maladie.

(Née le 22 janvier 1900 à La Mayennette, Georges Morand avait adhéré au parti communiste en 1929. Intermittent au service à la fois de la presse et de la littérature, elle fut particulièrement active à l'élaboration du programme du parti communiste d'Alsace. Elle dans le Val-d'Aisne, aux élections générales du 1945 (Assemblée constituante), et à l'Assemblée nationale le 10 novembre 1946-1947. Elle fut élue députée en 1948. Elle fut élue députée en 1951, en 1954, et en 1957. Elle fut élue députée en 1957, en 1958, en 1959, en 1960, en 1961, en 1962, en 1963, en 1964, en 1965, en 1966, en 1967, en 1968, en 1969, en 1970, en 1971, en 1972, en 1973, en 1974, en 1975, en 1976, en 1977, en 1978, en 1979, en 1980, en 1981, en 1982, en 1983, en 1984, en 1985, en 1986, en 1987, en 1988, en 1989, en 1990, en 1991, en 1992, en 1993, en 1994, en 1995, en 1996, en 1997, en 1998, en 1999, en 2000, en 2001, en 2002, en 2003, en 2004, en 2005, en 2006, en 2007, en 2008, en 2009, en 2010, en 2011, en 2012, en 2013, en 2014, en 2015, en 2016, en 2017, en 2018, en 2019, en 2020, en 2021, en 2022, en 2023, en 2024, en 2025, en 2026, en 2027, en 2028, en 2029, en 2030, en 2031, en 2032, en 2033, en 2034, en 2035, en 2036, en 2037, en 2038, en 2039, en 2040, en 2041, en 2042, en 2043, en 2044, en 2045, en 2046, en 2047, en 2048, en 2049, en 2050, en 2051, en 2052, en 2053, en 2054, en 2055, en 2056, en 2057, en 2058, en 2059, en 2060, en 2061, en 2062, en 2063, en 2064, en 2065, en 2066, en 2067, en 2068, en 2069, en 2070, en 2071, en 2072, en 2073, en 2074, en 2075, en 2076, en 2077, en 2078, en 2079, en 2080, en 2081, en 2082, en 2083, en 2084, en 2085, en 2086, en 2087, en 2088, en 2089, en 2090, en 2091, en 2092, en 2093, en 2094, en 2095, en 2096, en 2097, en 2098, en 2099, en 2100, en 2101, en 2102, en 2103, en 2104, en 2105, en 2106, en 2107, en 2108, en 2109, en 2110, en 2111, en 2112, en 2113, en 2114, en 2115, en 2116, en 2117, en 2118, en 2119, en 2120, en 2121, en 2122, en 2123, en 2124, en 2125, en 2126, en 2127, en 2128, en 2129, en 2130, en 2131, en 2132, en 2133, en 2134, en 2135, en 2136, en 2137, en 2138, en 2139, en 2140, en 2141, en 2142, en 2143, en 2144, en 2145, en 2146, en 2147, en 2148, en 2149, en 2150, en 2151, en 2152, en 2153, en 2154, en 2155, en 2156, en 2157, en 2158, en 2159, en 2160, en 2161, en 2162, en 2163, en 2164, en 2165, en 2166, en 2167, en 2168, en 2169, en 2170, en 2171, en 2172, en 2173, en 2174, en 2175, en 2176, en 2177, en 2178, en 2179, en 2180, en 2181, en 2182, en 2183, en 2184, en 2185, en 2186, en 2187, en 2188, en 2189, en 2190, en 2191, en 2192, en 2193, en 2194, en 2195, en 2196, en 2197, en 2198, en 2199, en 2200, en 2201, en 2202, en 2203, en 2204, en 2205, en 2206, en 2207, en 2208, en 2209, en 2210, en 2211, en 2212, en 2213, en 2214, en 2215, en 2216, en 2217, en 2218, en 2219, en 2220, en 2221, en 2222, en 2223, en 2224, en 2225, en 2226, en 2227, en 2228, en 2229, en 2230, en 2231, en 2232, en 2233, en 2234, en 2235, en 2236, en 2237, en 2238, en 2239, en 2240, en 2241, en 2242, en 2243, en 2244, en 2245, en 2246, en 2247, en 2248, en 2249, en 2250, en 2251, en 2252, en 2253, en 2254, en 2255, en 2256, en 2257, en 2258, en 2259, en 2260, en 2261, en 2262, en 2263, en 2264, en 2265, en 2266, en 2267, en 2268, en 2269, en 2270, en 2271, en 2272, en 2273, en 2274, en 2275, en 2276, en 2277, en 2278, en 2279, en 2280, en 2281, en 2282, en 2283, en 2284, en 2285, en 2286, en 2287, en 2288, en 2289, en 2290, en 2291, en 2292, en 2293, en 2294, en 2295, en 2296, en 2297, en 2298, en 2299, en 2300, en 2301, en 2302, en 2303, en 2304, en 2305, en 2306, en 2307, en 2308, en 2309, en 2310, en 2311, en 2312, en 2313, en 2314, en 2315, en 2316, en 2317, en 2318, en 2319, en 2320, en 2321, en 2322, en 2323, en 2324, en 2325, en 2326, en 2327, en 2328, en 2329, en 2330, en 2331, en 2332, en 2333, en 2334, en 2335, en 2336, en 2337, en 2338, en 2339, en 2340, en 2341, en 2342, en 2343, en 2344, en 2345, en 2346, en 2347, en 2348, en 2349, en 2350, en 2351, en 2352, en 2353, en 2354, en 2355, en 2356, en 2357, en 2358, en 2359, en 2360, en 2361, en 2362, en 2363, en 2364, en 2365, en 2366, en 2367, en 2368, en 2369, en 2370, en 2371, en 2372, en 2373, en 2374, en 2375, en 2376, en 2377, en 2378, en 2379, en 2380, en 2381, en 2382, en 2383, en 2384, en 2385, en 2386, en 2387, en 2388, en 2389, en 2390, en 2391, en 2392, en 2393, en 2394, en 2395, en 2396, en 2397, en 2398, en 2399, en 2400, en 2401, en 2402, en 2403, en 2404, en 2405, en 2406, en 2407, en 2408, en 2409, en 2410, en 2411, en 2412, en 2413, en 2414, en 2415, en 2416, en 2417, en 2418, en 2419, en 2420, en 2421, en 2422, en 2423, en 2424, en 2425, en 2426, en 2427, en 2428, en 2429, en 2430, en 2431, en 2432, en 2433, en 2434, en 2435, en 2436, en 2437, en 2438, en 2439, en 2440, en 2441, en 2442, en 2443, en 2444, en 2445, en 2446, en 2447, en 2448, en 2449, en 2450, en 2451, en 2452, en 2453, en 2454, en 2455, en 2456, en 2457, en 2458, en 2459, en 2460, en 2461, en 2462, en 2463, en 2464, en 2465, en 2466, en 2467, en 2468, en 2469, en 2470, en 2471, en 2472, en 2473, en 2474, en 2475, en 2476, en 2477, en 2478, en 2479, en 2480, en 2481, en 2482, en 2483, en 2484, en 2485, en 2486, en 2487, en 2488, en 2489, en 2490, en 2491, en 2492, en 2493, en 2494, en 2495, en 2496, en 2497, en 2498, en 2499, en 2500, en 2501, en 2502, en 2503, en 2504, en 2505, en 2506, en 2507, en 2508, en 2509, en 2510, en 2511, en 2512, en 2

\_\_\_\_\_ (P=51:012)

en ■ jours  
plus un

# bruit

chez vous

Depuis 15 ans, SAMES, l'association de l'artisanat de la région, apporte les solutions aux problèmes du bricolage et de la réparation. L'association a été créée en 1970 par un groupe d'artisans de la région. Elle a pour but de promouvoir l'artisanat et de le faire connaître. Elle a pour objectif de fournir aux artisans les moyens nécessaires à leur développement. Elle a pour mission de représenter les artisans auprès des pouvoirs publics et de les défendre. Elle a pour rôle de promouvoir l'artisanat et de le faire connaître. Elle a pour objectif de fournir aux artisans les moyens nécessaires à leur développement. Elle a pour mission de représenter les artisans auprès des pouvoirs publics et de les défendre.

**SAIRES : 206-50-13**

# WINTER

# WDE?

12

11. 10

8.

5.

7. 9

4.

3.

6.

2.

1.

**COURCELOR 2**

**Vue du boulevard périphérique, entre les portes de Champenot et d'Amières.  
Pour y découvrir le "Courcelleur 2", reliez les points de 1 à 12.**

# COURCELOR 2

21000 m<sup>2</sup> de bureaux à louer.

**1. Une réception souriante, car la qualité des services ■ juge de l'entrée.**

**2. Un téléphone performant:**  
L'auto-commutateur TLC 10 permet la prise directe des appels extérieurs, leur transfert sur d'autres postes, et la conférence à trois. De plus, il attribue une numérotation abrégée à vos correspondants habituels et inclut un dispositif d'appel des personnes en déplacement dans l'immeuble.

**3. Un restaurant adapté: 1200 repas**  
par jour grâce à une distribution libre-service  
de type "super market"

**4. Des salons privés** pour vos repas d'affaires.

**5. Trois salles de conférence** de 60, 80 et 100 places.

■ **Une cafétéria spacieuse dont les baies vitrées surplombent les jardins et la galerie marchande.**

## 7. Des cloisons amovibles pour adapter l'espace aux besoins de votre entreprise.

3. Une climatisation efficace avec thermostat individuel pour affiner la température de chaque cellule.

■ **De vrais stores** à lames métalliques orientables.

**Des barrières d'isolation phonique**  
parachèvent le confort et témoignent de la  
qualité de l'immeuble.

**Le Un "éconovent"**, système qui, recyclant l'air chaud, abaisse de 20% la consommation d'énergie nécessaire au chauffage.

**12. Un tennis et des salles de sport pour vous détendre au 21<sup>e</sup> étage.**

...enfin, la gestion du Courcellor2 est assurée par Uffi, le premier spécialiste de la gestion de bureaux.

**Renseignements:**  
**522.12.00**

**Ufi** **TRANSACTIONS**  
37, RUE DE ROME  
75008 PARIS  
261.80.27

177. 57.

# ANIMATION DE COMMUNE



























[illegible]







WARNER BROS. ■ Warner Communications Company présente

**DU CONCERT A L'ÉCRAN**

**LED-ZEPPELIN**

**THE SONG REMAINS THE SAME**

EN VERSION ORIGINALE 4 PISTES MAGNETIQUES STEREO

Distribué par Warner Columbia Film

**CAMEO • DANTON**

## Les ~~maisons~~ de banlieue

CHATEAU, (1868-1898) (1868-30-07)  
 La Hong, Olympia (1868-11-53) :  
 tous risques.  
 U.C.C. Confians (1872-50-98)  
 Juge Fayard dit: d'un  
 S.A.V. Chaval : le  
 CHILL SAINT-CHOU, Parnou-  
 moum-Elyxas (1869-88-58)  
 Chag, Née; et tout: le Droit  
 LE CHENYAN, Party-II (1864-50-04)  
 dit: le Dolo; le l'ass-  
 d'un S.A.V. Chaval : le  
 dit: enfer: le  
 blanc.  
 blanc: (1862-04-08) : le  
 Chaval : le  
 LES NEUBAUX, chub : S (1874-  
 04-53) : Une fille coume de l'Al  
 blanc : L'algie dit: envolé; cha-  
 dit: l'algie dit: envolé; cha-  
 haire; les S.A.V. S l'an  
 POISSY, U.C.C. Poiss (1865-07-13)  
 L'algie dit: envolé; cha-  
 dit: le shérif; L'algie dit: envolé; cha-  
 Une fille coume de l'Al blanc.  
 S.A.V. S l'an  
 (1862-04-08) : la Folla Sycopade :  
 VELIN (1864-04-08) : Harry Lyndon :  
 le Chag : Juge Fayard dit:  
 dit: le Dolo; le l'ass-  
 dit: le Dolo; le l'ass-  
 L'algie dit: envolé; cha-  
 Tartare; la Folla Sycopade : le  
 dit: le Dolo; le l'ass-

Gang; Raid sur Entebbe; (1950-55-95) - Barry Lyndon.

[illegible]

LA FEMME, Voltaire (242-Z-27)  
le 10/11 Escott.

[illegible]

**MONTREUIL, Vallée (8-45-33) :**  
**Raid sur Entebbe : le Jouet :**

Révérends d'un homme nommé Chevalier  
PANTIN, Carrefour (84-3-3) : la Folie Escapade;  
Cher : le Récit de l'Amour;  
Cheril : les Recueils du futur;  
L'alise : envol; : le Juge Fayard

ROBRY Artel (876-11-21) : King Kong; Une fille cousine ; ti blanc; la Beauté d'un monde;  
le Choc; le tout un glorieux; la Belle et le Clochard; le Juge Fayard dit le sherrif.

SAINT-OVEN, Alambic (254-05-27), les Jours de l'Expiation;  
V. S., 21 h. se D. n.  
17 h. : le Jour de gloire.

VAL-DE-MARNE [ ]  
BRY - SUR - MARNE. (871-14-44) : le monde.  
Cheril : le Film;  
Cheril : le Film;  
CHAMPIGNY, Multitude (706-03-04) : la Marche triomphale; le Gang; L'Amour; le tout un glorieux;  
se enfer; la Pluie; se  
se chéri.

Cheril : le tout un glorieux; la Révolte de l'an 2007; L'alise  
Cheril : le tout un glorieux;  
JOINVILLE, Les Pont : le Royal (88-22-26) : l'alise ou la maison;  
Cheril : le tout un glorieux; 189-  
n. : le Juge Fayard,  
sherrif; Une fille cousine di ti blanc;  
LE PERRUUX, Palais du Parc (334-

**STUDIO Party 2** VF **CARREFOUR** Pantin VF **FRANÇAIS** Enghien TF **LES FLANADES** Sarcelles VF  
**ARTEL** Villeneuve VF **ARTEL** Rosny VF **MÉLIES** Montreuil VF **ULIS** Orsay VF

LA REVANCHE  
D'UN HOMME HOMME CHEVAL

A high-contrast, black and white photograph of a person in a dark, textured environment, possibly a cave or a dark forest. The person is wearing a dark, hooded garment and has their mouth open in a wide, screaming or shouting expression. The image is grainy and has a distressed, torn-edge appearance.

production SANDY HOWARD/RICHARD HARRIS  
**RICHARD HARRIS** dans  
**LA REVANCHE D'UN HOMME NOMMÉ CHEVAL**

(THE RETURN OF A **WILD** HORSE)  
 de **IRVIN KERSHNER**  
 avec **GALE SONDERGAARD • GEOFFREY LEWIS • Écrit par JACK DEWITT**  
 D'après le personnage de "UN HOMME CHEVAL" de **IRVIN KERSHNER** par **IRVIN KERSHNER**  
 Produit par **TERRY MORSE JR.** • Musique de **LAURENCE ROSENTHAL** par **LES ARTISTES ASSOCIÉS**

**UGC BIARRITZ - UGC OPERA - UGC DANTON**  
**LIBERTE GARE LYON**

**FACE AU MONDE DES HOMMES  
DEUX FEMMES. UN ENFANT...**

# Une femme, un jour...

**LA MAROTTE**  
LES FILMS LAURENCE MAROTTE

le chef d'oeuvre "HOMO":

**Pink  
 NARCISUS**

une réaction  
 UNIQUE!

INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

**ÉLYSÉES LINCOLN - STUDIO ST. GERMAIN - 14 JUILLET PASTIMAS**  
**14 JUILLET BASTILLE**

**L'ESPRIT  
DE LA  
RUCHE**  
Film de VICTOR ERIC

**LE SEINE CINEMA**  
10 rue Sauton • 325 92 46

**FRANCE  
MÈRE PATRIE**

Un film de Guy **MAILLON**  
« Efficace, mobilisateur, boule-  
versant. »  
M. **STREIBER** (« **FRANCE** Obs. »).  
« Un portrait de la réalité »  
J. **DUFLOT** (« **Polit.-Hebdo.** »)

- U.G.C. NORMANDIE - REX  
 BRETAGNE - U.G.C. GOBELINS  
 - MAGIC CONVENTION -  
 PARAMOUNT OPÉRA - MOULIN  
 ROUGE - PARAMOUNT ORLÉANS  
 PARAMOUNT MAILLOT - U.G.C.  
 ODEON  
 dans les meilleures  
 périphérie

**LA PLUS  
HAUTE  
DISTINCTION  
DU CINEMA FRANCAIS**  
vient d'être attribuée au film de  
**YVES BOISSET**

**LE  
JUGE FAYARD  
et  
"LE  
SHERIFF"**

**U.G.C. DANTON ■ - U.G.C. MARBEUF ■ - MISTRAL VF - U.G.C. OPERA VF - MAXEVILLE ■**

MELIES Montreuil - ARTEL Nogent - ARTEL Villeneuve - CARREFOUR Paris - DAME BLANCHE Reims

Un film de  
**BRIAN DE PALMA**

La presse internationale l'a surnommé "le nouveau HITCHCOCK"

**SŒURS DE SANG « SISTERS »**

FESTIVAL d'AVIGNON 1975  
GRAND PRIX 1975  
GRAND PRIX 1977

MARGOT KIDDER JENNIFER FOSTER Charles Dunnington John Lacey Lisa Wilcox  
BRIAN DE PALMA  
INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS  
BERNARD HERRMANN

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Pour tous renseignements concernant  
nos programmes ou des adhés  
**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -**  
**784.70.20 (lignes groupées) et 727.4234**  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

# CAE AETS

**JOCKEY**  
127, rd de Moulins  
326-45-92  
Les autres  
amis











## REJUGÉ PAR LA COUR D'ASSISES DU NORD

### De notre correspondant

Lille. — Après cinquante-cinq minutes de délibérés, la cour d'assises du Nord a condamné à mort Jérôme Carrein, accusé d'avoir « une fillette de huit ans » à la fin de l'année 1875. Jérôme Carrein a été condamné une première fois le 12 juillet 1876 par la cour d'assises du Pas-de-Calais, mais la décision avait été cassée par la Cour de cassation (« le Monde » du 1<sup>er</sup> février). Dans son réquisitoire, l'avocat général Louis Le Flem, au cours d'un plaidoyer en faveur de la peine capitale, a rappelé le souvenir du roi Louis XVI, la « loi de la conscience » opérée dans l'Aube.

[illegible]

— Vous les deux fois. Et j'ajoute  
que vous les mérites tous les deux.  
Devant un public nombreux,  
tendu, **Alors** général qui déjà  
la veille, m'était montré redoublé  
de sollicitude, je me suis permis  
à l'égard de **Alors** l'argument en  
faveur de la peine  
« Alors » l'on se pose tant de  
questions à nous, dans une  
salle où l'on a vu l'Europe souffrir  
de la peine  
la peine **Alors** mort. Elle est dissuasive  
à l'égard du crime, elle est  
à l'égard des criminels, elle est  
à l'égard de criminels plus instructive  
qu'aux hommes organisés, tel que  
Cochin.

— **Alors** général cite  
des exemples : l'Italie, la Grande-Bre-  
tagne, etc. **Alors** « la criminalité  
est, en France, en train de  
diminuer », dit-il, « c'est un  
fait ». **Alors** Suède, l'on n'ap-  
pique pas la peine capitale.  
— **Alors** ce petit ?

**« le dernier guillotiné ? »**  
Le réquisitoire continue, implacable, passionné, dans la salle. M. Le Flem présente l'accusé comme un monstre cynique : « Mesieurs jurés, essayez de vous représenter l'angoisse soudaine de cette enfant prise à la gorge par le diau des mains de son garsseur... »

Pour la partie civile, M<sup>r</sup> Vauquette, du barreau d'Arzac, exprime à leurs parents de la justice, et leur immense satisfaction. Il ajoute, faisant allusion à l'affaire Bontems : « Si les jurés avaient l'esprit si peiné de réclusion criminelle, qu'ils croient qu'il y a aussi, dans les prisons, des infirmiers, des gardiens. »

L'avocat Carrelin, M<sup>r</sup> Le franc, également du barreau d'Arzac, dans sa courte plaidoirie évoque l'enfance la jeunesse de l'accusé, son caractère fruste, ivrogne, vagabond, et à la limite

de la débilité », dont le psychia-  
tre cependant dit la veille qu'il  
était pleinement responsable.  
« Mais M<sup>r</sup> Infante parle lui  
aussi de la peine de mort. « Les  
furés peuvent-ils passer à la guil-  
lotine pour le martyre de Caïus en  
assurant que nous ne se-  
rions pas ? » Et il poursuit :  
« M<sup>r</sup> L. Abelin, le premier  
que, dans quelques années, un me-  
decin peut-être, la peine de

**M. Giscard d'Estaing : en l'absence  
d'une détention réellement à perpétuité  
il restera nécessaire de maintenir la peine de mort**

M. **CHASSAGNE** d'Estaing a répondu, mardi soir 1<sup>er</sup> février, au **PARLEMENT** l'émission d'un **LETTRE** de **CHASSAGNE** à **CHASSAGNE** sur la question de **CHASSAGNE** sur la peine de **CHASSAGNE**.

A propos de la grâce, il a déclaré : « C'est une décision inéluctable (...). A l'heure actuelle, la France est un fond divisé sur cette affaire de la peine de mort. Il est vraisemblable qu'il y a une majorité de Français plutôt favorable à son maintien, mais il y a également des groupes sociaux nombreux qui s'interrogent, qui

### LA DURÉE MOYENNE DES DÉTENTIONS

Le ministère de la Justice a  
 révisé, pour la première fois,  
 une statistique sur la délin-  
 quance de la jeunesse réelle-  
 ment suivie par les magistrats  
 et les juges. L'effectif criminal-  
 itaire s'élève en 1970 sur les  
 271 délinquants à des pour-  
 centages allant de 5 ans à la réclusion  
 criminelle à perpétuité qui ont  
 bénéficié de la libération condi-  
 tionnelle en France.  
 En 1970, à la suite de 1969, on  
 a révisé les données de :  
 — 1 condamné à mort gracié :  
 19 ans et 6 mois ;  
 — 10 condamnés à perpétuité :  
 15 ans, 4 mois et 20 jours ;  
 — 19 condamnés à 20 ans :  
 11 ans, 10 mois et 27 jours  
 (60 %)  
 — 27 : 15 ans et 2  
 mois et 9 jours (14 %)  
 — 11 : 12 ans et 12 ans 2  
 7 ans et 8 mois ;  
 — 10 : 19 ans et 19  
 ans, 7 mois et 3 jours ;  
 — 7 : 9 ans et 9 ans 2  
 5 ans 5 mois ;  
 — 1 : 12 ans et 12  
 ans et 4 mois ;  
 — 59 : 7 ans 2  
 4 ans et 6 mois ;  
 — 34 : 12 ans 2  
 3 ans et 4 mois ;  
 — 25 : 12 ans 2  
 3 ans et 4 mois.

series d'appareils (...). Le déci-  
der, je le prendrai (...).  
je rejaillirai le procès, car  
festime que les justes qui  
prononce le jugement. Je  
s'appréhenderai le jugement  
à savoir que les accusés  
qui peuvent entrer  
au signe de croix qui font  
que, la peine ayant été prononcée,  
il n'y a plus rien à faire.  
que (...) je ne puis dire  
que les justes que j'ai prises.  
J'ai en le sentiment, chaque fois  
que la décision était la décision  
de la justice, que j'ai  
prises, festime que j'ai  
je ne puis prendre (...)

Il y a point très impor-  
tant. La situation est  
entre la peine et la mort, que est  
la peine et la mort, que est  
bare, sans origine, dans  
déroulement, et la détention réel-  
le à perpétuité, les Français  
qui sont en prison, et  
que... et... disent : « Ce

Le groupe socialiste au Sénat a déposé une proposition de loi tendant à instituer une commission chargée d'examiner les problèmes posés par le maintien ou la suppression de la peine de mort. Les sénateurs socialistes appellent que, « s'agissant d'un problème qui met en jeu les conceptions personnelles et institutionnelles, les principes de la morale publique, les gloires, les assemblées ne saurient se prononcer sans disposer de l'ensemble des éléments du dossier ».

Ils suggèrent donc la constitution d'une commission représentative des nombreux et différents courants de la pensée française.

Cette commission approfondira, d'un délai maximum de quatre mois, le problème de la peine de mort et en conclura de ses travaux un rapport au Sénat et au Parlement.

## DANS LA PRESSE PARISIENNE

**L'HUMANITÉ : abolir cette loi.**  
 « Pour condamner à mort Jérôme Carrein, les jurés de Douai se sont appuyés sur une loi surannée, transposition sur le plan pénal de la vieille loi d'attribution. Cette loi, il faut l'abroger. Car il serait vain d'espérer sa disparition par une loi d'exception naturelle ».

**L'AUREORE** : le contraire de la justice.

« Il m'échappera à [ ] que les jurés de Douai ont voulu répondre à [ ] Troyes [ ] d'Aix-en-Provence en [ ] pour eux le bourgeois ne doit [ ] être mis au chômage.

« C'est la loi, puisque les jurés vont, [ ] décider, qu'une règle d'or, [ ] conviction. [ ] peut dépendre de l'impression que leur fait l'accusé, du [ ] qui leur est soumis, mais aussi de l'audace, du talent des avocats, des conditions

ques, etc. Bref, d'un tirage qui ressemble à celui du toto (...).

» Mais le débat au Parlement ne s'impose-t-il ?

Beaucoup de députés y répondront peut-être, en raison d'échéance électorale proche. Il sera un

les jurés d'assises continuent à siéger. Si les têtes tomberont ou pas, selon le ciel sous lequel elles se trouvent. C'est le contraire même de la justice.»

(JEAN LABORDE.)

**LE FIGARO** : plus coupable que Patrick Henry ?

« Le miracle de Troïes ne s'est donc pas renoué. Ce miracle à propos duquel l'assent général a dit : « On en a beaucoup trop parlé, au point que des hommes politiques se sont laissés aller à des propos facinorés. »

« Un verdict logique ? Oui. Une question, pourtant : Carrien, le rustre, était-il plus coupable que l'arrogant Patrick Henry ? Je ne le crois pas. »

### De notre correspondant

**Jallie**. — M. Michel Marmen, juge d'instance à Tourcoing et secrétaire général adjoint du Syndicat de magistrature, a déposé, au cours d'une conférence « pressée » réunie à Lille, mardi 1<sup>er</sup> février, les poursuivis disciplinaires engagées contre Mlle Claude Joly, juge d'instance au tribunal de Douai. Mlle Joly doit comparative promotion à la Cour de Cassation, au sein du corps de magistrature, afin de répondre aux besoins des compétences rendus par elle et considérés comme n'étant pas conformes à l'esprit de la loi. Elle a demandé la révocation immédiate.

Selon le Syndicat de la magistrature, cette affaire s'explique par deux faits : le manque chronique d'effectifs et l'accusation par le ■■■■ hiérarchique du retardement d'un long. Nommés en ■■■■ à la Cour d'appel de Douai, Mlle ■■■■ et Joly, affirme M. Marcus, assuraient le travail qui devrait être effectué par deux ou trois magistrats. Dans un rapport établi par M. Charrier, premier président de la cour d'appel, il est signalé que les délibérés de la Cour d'appel sont souvent retardés pendant plusieurs semaines, voire quatre à cinq mois. De plus, certains jugements ne seraient pas conformes à « l'esprit traditionnel » de la justice.

Prévenue oralement par le directeur  
dernière de l'occupation dont elle  
faisait l'objet, Mlle Joly a remis  
son contrat au syndicat. Il  
est notamment reproché à Joly  
d'être une mineure âgée de qua-  
rante ans, d'avoir volé 850 F  
dans un magasin. Dans le cas de  
jugements pour des loyers non  
payés ou des expulsions, Mlle  
Joly a plusieurs fois accordé des  
contrats de location à des  
contrats de location à des  
parce qu'ils ne respectaient pas  
la loi et a baissé le montant des

bonnaires demandés par des  
huissiers.


Le Président de la magistrature  
estime que si le magistrat a rendu  
des jugements non conformes, en  
ce cas les parties se sentant lésées  
pourraient faire appel ou demander  
un pourvoi en Cassation. Or au vu  
des jugements rendus par elle n'a  
eu lieu des interventions de ce  
genre.

En conclusion, M. Marcus estime  
que le dossier très personnel  
préparé sur l'initiative de  
M. Charrier ne comporte aucun  
caractère d'impunité. Les mesures sont  
donc purement disciplinaires. « Si le  
Conseil de la magistrature,  
a-t-il déclaré, accepte la sanction  
demandée, cela fera dire que nous  
ne souhaitons des magistrats qu'en  
certaines formes de la justice ».

G. S.

● **M. Hervé de Vathaire restera en prison.** — Le magistrat instructeur, M. François Fétol, a rejeté mardi la réclamation de mise en liberté déposée par M. Coccaldi en faveur de l'ancien homme de confiance de M. Marcel Dassault (nos dernières éditions). M. Hervé de Vathaire a été détenu depuis le 8 septembre dernier sous l'inculpation d'abus de confiance pour avoir prélevé 8 millions de francs sur le compte de M. Dassault.

Vendredi 11 et Gay Rossi, qui  
étaient emprisonnés, ont été  
de juin dernier, après un attentat  
à l'explosif commis contre une  
raffinerie de Gennévilliers dans  
les Hauts-de-Seine, ont été libérés  
en France mardi 1<sup>er</sup> février. Les  
jeunes autonomistes corsais  
qui faisaient une grève de la faim  
depuis une semaine dans une  
église de Bastia pour obtenir cette  
libération, ont obtenu mou-



# PARFUMERIE

## Bas Gants et Fleurs

**BAIN moussant**  
parfumé pin  
ou lavande  
le litre :  
**6,50 F**

**SHAMPOOING**  
le litre :  
**6,50 F**

**LAQUE 400 g 95°**  
**8,50 F**

**SAVONS à l'huile**  
d'amandes douces  
6 x 135 g  
**14,50 F**

**BAS voile 20 D**  
**1,95 F**

**BAS moussant 20 D**  
**1,60 F**

**COLLANT voile 15 D**  
"pointe ■ talon  
invisibles".  
**5,75 F**

**COLLANT mousse 15 D**  
**1,80 F**

**GANT agneau velours.**  
intérieur agneau  
glacé. ~~main~~ main.  
**95 F.**

**GANT court**  
chevreau glacé.  
**80 F**

**GANT dessus**  
crochet coton,  
intérieur pécarl.  
~~main~~ main.  
**85 F**

**LES FLEURS :**

Anémones  
**4,50 F**  
Coquelicots,  
Marguerites, Bleuets,  
Boutons d'or.  
**5,20 F**  
Roses, Prunus, Cerisier.  
**10 F**

**LES BOUQUETS :**

Myosotis,  
Roses Pompon, Zinnias.  
**12 F**

**LES BOUTONNIERES :**

Marguerites  
■ Camélias.  
**10 F**  
Œillets et Pavots.  
**18 F**

# AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MAIRIE

Ouvert de 9 h 45 à 12 h 30 - Parkings gratuits pour nos clients























# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CRÉDIT

### Encadrement et « états d'âme »

L'encadrement du crédit continuera à « mordre » sérieusement. On en a eu la confirmation à la fin du mois de janvier dernier, lorsque les banques ont limité les engagements décaissés aux limites autorisées par le décret du 10 décembre 1976 (niveau jugé prohibitif) aux établissements moins à l'aise pour leur « trop plein ».

Le phénomène, tout à fait soudain, a surpris et inquiété les banques, les plongeant dans une certaine confusion. Leur situation variable suivant leur situation propre. A son origine, on trouve un mouvement inattendu. Habituellement, après une augmentation au mois de décembre pour la couverture des échéances et la préparation des bilans, la demande de crédit décroît sensiblement pendant le premier trimestre pour remonter au début du second.

C'est ce qui a vu la Banque de France, en fin de compte, au début de l'automne, les normes de progression du crédit en 1977 (+ 5 % pour toute l'année), avoir déterminé les points de passage suivants, sur une base 100 à fin décembre 1976 : janvier et février 98, mars 99. L'indice 100 ne devait être retrouvé qu'en avril et mai, la progression reprenant lentement en juin, juillet et août (101) jusqu'à 105 fin décembre 1977.

Or la demande de crédit n'a pas fléchi en janvier 1977, après la fin du mois de décembre. Apparemment, le pessimisme qui régnait encore en septembre, en octobre et en novembre commencent à s'atténuer, le « dégel » psychologique s'étant effectué, semble-t-il, au début du mois de décembre.

En conséquence, le corset de l'encadrement du crédit, qui était resté souple du fait de la crise économique, surtout au second semestre, va se resserrer. Théoriquement, les normes

fixées pour la progression des crédits encadrés (80 % au total) ne sont pas plus contraignantes qu'en 1976, et même un peu moins : + 5 % au lieu de 4,5 %. Mais, en 1977, les banques ne disposeront plus des possibilités de report qu'elles avaient accumulées en raison de la mollesse de la demande.

Tout d'abord, les grandes banques nationalisées ou privées maintiendront ou renforceront leur politique de freinage des prêts immobiliers en particulier, allant même, dans certains cas, jusqu'à l'arrêt pur et simple. Depuis quelques mois, nombreux sont les candidats à la construction qui ont essuyé des refus, même en offrant de sérieuses garanties. Du coup, on a observé un transfert de la demande vers les établissements spécialisés, dont les taux sont plus élevés (14 % à 15 %).

Ensuite, les petites et moyennes entreprises qui n'ont pas réussi à négocier d'être réduites à la portion congrue (+ 5 %).

Il n'est donc pas étonnant que les banques éprouvent quelques inquiétudes pour les prochains mois, notamment la printemps, et encore plus l'automne si l'activité économique reprend un peu et si les stocks, tombés très bas, se reconstituent, même à l'échelle réduite. Leurs agences, surtout en province, devront faire face aux réminiscences des petites et moyennes entreprises, et concilier les exigences d'une stricte réglementation, le financement de l'activité économique et la sauvegarde des fonds de commerce. Elles savent qu'en principe, au moins, l'assouplissement n'est à attendre de M. Barre, sans peut-être si le corset devenait vraiment trop étroit et que des ajustements ponctuels soient rendus nécessaires.

FRANÇOIS RENARD.

## AFFAIRES

### La C.F.D.T. envisage d'occuper les aciéries lorraines touchées par les suppressions d'emplois

Les réductions de postes affecteraient près de vingt mille salariés dans la sidérurgie française en trois ans

De notre correspondant

Metz. — L'ensemble des mesures financières, industrielles et sociales concernant la sidérurgie française sera connue à la fin de février. D'ici quelques jours, les trois experts, M. de l'Est, directeur général de l'industrie, Oheix, délégué à l'emploi, de la Rosière, directeur général du Trésor, présenteront leurs conclusions au premier ministre.

Mardi 1<sup>er</sup> février, à Metz, à l'occasion d'une entrevue avec les maires et les parlementaires des régions sidérurgiques de Moselle et de Meurthe-et-Moselle-Midi, M. de l'Est a donné quelques précisions concernant ce qu'il est convenu d'appeler le « plan acier ». Le directeur général de l'industrie a annoncé que douze schémas sont possibles. L'un d'eux a été choisi pour l'Etat des charges sociales (1,6 milliard de francs) mais sans s'engager dans une politique de diversification industrielle. Un autre serait de ramener aux suppressions d'emplois prévues, mais alors l'Etat supprimerait toute aide pour la modernisation de la sidérurgie. Un autre schéma, issu d'un « diagnostic cynique », selon une expression de M. de l'Est, serait d'amener la sidérurgie à réduire ses effectifs de vingt-quatre mille personnes d'ici à 1980 et, parallèlement, de réaliser 12 milliards d'investissements pour redevenir compétitive. Enfin, face aux lobbies lorrains, le directeur général de l'industrie a confirmé que l'Etat n'apporterait pas d'aide aux deux conditions : un contrôle de l'attribution et de l'utilisation des fonds publics, un engagement effectif d'investir de la part des holdings financiers dont dépendent les sociétés

C.F.D.T. qui est passée à l'offensive. La première opération sera une grève dans le bassin sidérurgique lorrain le 11 février. Selon M. Michel Rolant, secrétaire confédéral, la C.F.D.T. entend mener une action « dure et soutenue qui pourrait aller jusqu'à l'occupation des usines touchées par la restructuration ».

Mardi à Metz, M. Jacques Chénèque, secrétaire général de la fédération C.F.D.T. de la métallurgie, a violemment critiqué le patronat de la sidérurgie. « Les dirigeants de la sidérurgie utilisent la conjoncture pour mieux s'orienter dans une nouvelle opération de restructuration industrielle. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'un chantage sur le gouvernement pour l'inciter à apporter une nouvelle aide (...). En 1965, les sommes allouées n'ont pas été consacrées à la modernisation mais à boucher les trous. Les pouvoirs publics réclament aujourd'hui une gestion plus rigoureuse, mais ne marquent aucune volonté de lier le dossier de la sidérurgie à un plan sur les débouchés de l'acier. Finalement l'arbitrage s'élèvera à une aide de 6 milliards de francs, dont 3 milliards de subvention, et s'accompagnera de la suppression de vingt à vingt-cinq mille emplois d'ici à 1980-1982 ».

JEAN-CHARLES BOURDIER.

(1) La Chambre syndicale de la sidérurgie française avait prévu deux hypothèses pour le VII<sup>e</sup> Plan (1976-1980) sur la base d'une expansion de l'économie : 14,6 milliards de francs d'investissement, pour porter la capacité de production d'acier à 38 millions de tonnes, et 13,5 milliards d'investissement pour 35 millions de tonnes de capacité de production.

### LES INDUSTRIELS DE LA MÉCANIQUE ENTENDENT RECONQUÉRIR LE MARCHÉ INTÉRIEUR

C'est un bilan 1976 finalement fort honorable que présente mardi 1<sup>er</sup> février M. Philippe Baruel, président de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux (F.I.M.T.M.). La déduction fiscale pour investissement et la progression sensible des ventes de biens de consommation ont, en effet, permis à la profession d'enregistrer une progression de 3 % en volume de son chiffre d'affaires, qui a atteint 101 milliards de francs, dont 53 milliards à l'exportation.

Cette remarquable performance sur les marchés étrangers devrait permettre aux industries mécaniques de dégager un excédent commercial compris entre 9 milliards et 10 milliards de francs. Reste que les importations ont été plus vites (+ 20 %) que les exportations (+ 16 %). Ce phénomène inquiète les professionnels.

Certes, l'année 1976 a été exceptionnelle puisque la France, du fait de la déduction fiscale, a été le seul pays à acheter « des grands pays industrialisés ». Il n'en demeure pas moins que le taux de pénétration des produits étrangers sur le marché français reste très supérieur à celui de nos voisins. Hors les fonds étrangers « Achetez français », les responsables de la mécanique entendent cependant reconquérir le marché national. A cet égard, M. Georges Imbert, directeur du F.I.M.T.M., a dénoncé le « problème » et l'« attitude suicidaire » des industriels et des consommateurs français qui ne pensent à acheter des produits étrangers sans même consulter les fabricants français.

Les responsables de la F.I.M.T.M. sont restés prudentes pour 1977, même si une certaine reprise est actuellement perceptible. Il sera nécessaire de sortir l'activité pour permettre aux entreprises de restaurer leur situation financière, a affirmé M. Baruel.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● LA COMMISSION TECHNIQUE DE LA SOUS-TRACTION EST MISE EN MARCHÉ. M. Claude Coullais, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie et de la Recherche, a installé officiellement, le mardi 1<sup>er</sup> février, la nouvelle commission technique de la sous-traitance. Présidée par M. Jacques Oudin, cette commission, qui comprend vingt-trois membres (fonctionnaires, professionnels, représentants des organismes consulaires), devra présenter au cours de l'année des mesures propres à développer la sous-traitance.

### Agriculture

● MM. RAYMOND BARRE ET JACQUES CHIRAC doivent se rendre à Clermont-Ferrand pour participer aux Journées des éleveurs du Massif central organisées vendredi 4 et samedi 5 février par la fédération régionale des syndicats d'éleveurs et le centre régional des jeunes agriculteurs. Le président du R.P.R. doit prendre la parole vendredi et le premier ministre samedi.

● LA COMMISSION DE BRUXELLES va proposer aux ministres de l'Agriculture des deux pays de prolonger jusqu'au printemps la suspension des droits de douane sur les pommes de terre. De l'ordre de 18 % pour les pommes de terre courantes et de 15 % pour les premières, ces taxes ne sont plus prélevées depuis janvier 1976 en raison des mauvaises récoltes provoquées par les pluies en 1975 et par la sécheresse en 1976. — (A.F.F.)

### Conflits et revendications

● BARRAGE DE PENICHERES A ROUEN. — Des employés d'une entreprise parisienne de transports fluviaux barrent le Seine, depuis dimanche 30 janvier, à l'aide d'un convoi de barges

en amont de Rouen. Les membres du personnel de la Société de Navigation Fluviale et Maritime (S.N.F.M.) entendent protester contre des menaces de licenciement pesant sur une quinzaine des quelque cinquante salariés de la firme.

### Énergie

● L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE a désigné, le mardi 1<sup>er</sup> février, son nouveau président pour remplacer M. Étienne Davignon (Belgique), devenu membre de la Commission de la C.E.E. M. Detlev Karsten Rohwedder, jusqu'alors vice-président du conseil de direction de l'A.I.E. et chef de la délégation de la République fédérale allemande, occupera désormais la présidence.

● L'ARABIE SAOUDITE VA FOURNIR A LA ROYAL DUTCH-SHELL deux cent mille barils supplémentaires par jour de pétrole brut. Un contrat valable pour un an vient d'intervenir entre le groupe pétrolier anglo-néerlandais et la compagnie américaine Mobil Oil, agissant pour le compte des autorités saoudiennes. Le contrat prévoit que la R.D.S. fournira à la R.D.S. deux cent mille barils par jour, soit environ 10 millions de tonnes pour l'année entière — seront livrés aux prix fixés par le gouvernement saoudien, soit entre 11,27 et 12,08 dollars par baril, suivant la qualité. En contrepartie, Shell s'est engagé à faire bénéficier les consommateurs de ces prix avantageux. Jusqu'alors, le groupe ne livrait que cinquante-quatre mille barils par jour en Arabie Saoudite. B.P., la C.F.P. et l'ENI pourraient signer de tels contrats.

### A l'étranger

● EN ALLEMAGNE DE L'OUEST, patronat et syndicat

### Organisations internationales

● A LA F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), M. Edouard Saouma, directeur général, vient de nommer quatre hauts fonctionnaires à des postes vacants, avec le titre de sous-directeur général. Il s'agit de MM. Peter J. Skoufakis (Grèce), qui sera chargé de l'administration et des finances, Herman Falsinger (Autriche), qui sera chargé de la pêche, devient le directeur du département des postes, Samba Cor Sarr (Sénégal), qui remplacera la F.A.O. en Afrique à Accra. Pedro Moral Lopez, qui sera le représentant de l'Organisation en Amérique latine, à Santiago du Chili, poste qu'il occupait à titre intérimaire depuis décembre 1974. — (Corresp.)

### Sécurité sociale

● M. BEULLAC. — « Il ne s'agit pas d'être question de modifier la Sécurité sociale », a déclaré le ministre du travail, mardi 1<sup>er</sup> février, à la caisse régionale d'assurance maladie du Centre-Ouest à Limoges. Mais « il faut assainir cette institution », a poursuivi le ministre, en précisant : « C'est tout d'abord reconnaître les responsabilités à tous les niveaux et procéder à des économies sans que la protection du malade en soit diminuée ». — (Corresp.)

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### La grève de l'E.G.F. a touché 60 % du personnel

La grève des agents de l'E.G.F. a été moins suivie le mardi 2 février, selon la direction, que lors du mouvement des 13 et 14 décembre 1976. Les statistiques de l'E.G.F. indiquent que 60 % du personnel y ont participé contre 78 % précédemment.

Cette différence, qui varie selon les appréciations des syndicats ou de la direction, provient sans doute, en partie, du moins de l'abstention de la fédération des cadres U.N.C.M.-U.C.T. et de la C.F.T.C., qui, contrairement à ce qui s'était passé en décembre, ne s'étaient pas jointes au mouvement.

Les consignes des fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont été toutefois largement appliquées dans certaines régions, surtout à Marseille, à Bordeaux et à Toulouse, ainsi que dans l'Ouest. Les

délestages ont entraîné des interruptions de courant aux heures creuses de la matinée et de l'après-midi.

A Paris, le trafic a été interrompu momentanément sur l'ensemble du réseau du métropolitain et sur certaines lignes de banlieue de la S.N.C.F., notamment au départ des gares Saint-Lazare et Anvers.

A Bordeaux, le centre de distribution de l'E.D.F. a été occupé de 11 heures à 14 heures par environ deux cents manifestants.

## ÉNERGIE

### LE PRIX DU FUEL LOURD VA-T-IL AUGMENTER ?

(Suite de la première page.)

L'alignement sur les cours du marché international aurait nécessité une hausse de l'ordre de 80 francs par tonne. La modulation vient donc de ces 40 francs de différence acceptée par la profession

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Pr. suisses	Pr. français
48 heures...	4 1/4	5 1/4	4 1/8	5 1/8
1 mois...	4 3/4	5 1/2	4 3/8	5 3/8
3 mois...	5 1/4	5 3/4	5 1/8	6 1/8
6 mois...	5 1/2	6	5 3/8	6 3/8

# 2 NOUVEAUX HOTELS ★★★★★

**sofitel**  
par **Jacques borel**

**METZ**  
**ORLEANS**

Centre Saint-Jacques - Tél. (87) 74 57 27 - Télex: 930328

46, quai Barentin - Tél. (38) 62 17 39 - Télex: 780073

RÉSERVATION CENTRALE PARIS TÉL. 657-11 43 - TÉLEX 200432. OU CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES.











